



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 68.986/4  
68.987/4  
du 31 mars 2021

advies 68.986/4  
68.987/4  
van 31 maart 2021

sur :

over:

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles, des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et, de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise' (68.986/4) ;
- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles, des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale et, de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise' (68.987/4)
- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven' (68.986/4);
- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven' (68.987/4)

Le 8 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur :

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles, des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et, de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise' (68.986/4) ;
- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles, des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale et, de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise' (68.987/4).

Les projets ont été examinés par la quatrième chambre le 31 mars 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 mars 2021.

\*

Op 8 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over:

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven’ (68.986/4);
- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven’ (68.987/4).

De ontwerpen zijn door de vierde kamer onderzocht op 31 maart 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 maart 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

### RECEVABILITÉ DES DEMANDES D'AVIS

Pour l'essentiel, les projets soumis pour avis sont similaires :

– d'une part, au projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale », sur lequel la section de législation a donné le 28 septembre 2020 l'avis n° 67.884/4 ;

– d'autre part, au projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale », sur lequel la section de législation a donné, le 28 septembre 2020, l'avis n° 67.909/4.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis. Dans ce dernier cas, la section de législation ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont été ou non correctement suivies.

Les différences par rapport aux premiers projets qui ont fait respectivement l'objet des demandes d'avis n° 67.884/4 et n° 67.909/4 consistent essentiellement :

– dans le projet d'arrêté qui fait l'objet de la demande d'avis n° 68.986/4, à ne plus prévoir qu'en cas de procédures relatives à la sélection organisée par procédés numériques, « [t]out enregistrement (photo, vidéo, son) est interdit pendant la procédure, sauf à des fins de formation » ;

– dans le projet d'arrêté qui fait l'objet de la demande d'avis n° 68.987/4, à prévoir la possibilité d'organiser la procédure d'évaluation des mandataires sous format numérique ;

– à rendre les règlements d'ordre intérieur projetés applicables respectivement aux commissions de sélection et d'évaluation des mandataires de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise (ci-après l'« ABAE »).

Le présent avis porte donc uniquement sur les dispositions qui sont nouvelles par rapport aux projets sur lesquels ont été donnés les avis n° 67.884/4 et 67.909/4.

### FORMALITÉ PRÉALABLE

Dans l'avis n° 67.909/4, la section de législation a observé :

« L'article 11, alinéa 2, du projet prévoit que, s'agissant des procédures de sélection organisées par procédés numériques,

'Tout enregistrement (photo, vidéo, son) est interdit pendant la procédure, sauf à des fins de formation<sup>1</sup>. Dans ce cas, toutes les parties concernées seront informées à l'avance'.

L'enregistrement à des fins de formation est susceptible de constituer un traitement de données à caractère personnel.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a indiqué :

'Il sera veillé au respect des dispositions du RGPD : l'administration recueillera au préalable le consentement des participants et ils seront également informés sur le délai de sauvegarde de l'enregistrement réalisé'.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : 'le RGPD'), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement<sup>2</sup>.

Il convient dès lors de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis de l'Autorité de protection des données, en raison du traitement de données à caractère personnel qu'il envisage.

Le préambule du projet sera ensuite complété sur ce point.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ».

---

<sup>1</sup> Note de bas de page n° 2 de l'avis cité: Le délégué du Ministre a précisé que 'Par la mention 'fins de formation', l'administration entend la formation de nouveaux collaborateurs, à savoir, les personnes désignées en qualité de secrétaires de la commission de sélection'.

<sup>2</sup> Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir en ce sens l'avis n° 67.028/2 donné le 18 mars 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 mars 2020 'modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67028.pdf>.

Si le projet faisant l'objet de la demande d'avis n° 68.986/4 ne contient plus l'indication selon laquelle des données sont enregistrées à des fins de formation, il énonce, comme le projet faisant l'objet de la demande d'avis n° 68.987/4 le prévoit désormais pour les procédures d'évaluation, la possibilité d'organiser les procédures de sélection des mandataires des services publics régionaux, des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ABAE, en recourant à des procédés numériques.

Le recours à de tels procédés est susceptible d'entraîner un traitement de données à caractère personnel <sup>3</sup>.

Il convient dès lors de soumettre ces deux projets d'arrêté à l'avis de l'Autorité de protection des données. Sur ce point, le délégué du Ministre a indiqué :

« L'avis de l'Autorité de protection des données n'a pas encore été sollicité. Nous la saisissons dès réception de votre avis ».

À cet égard, il convient de rappeler que si l'inaccomplissement des formalités ne conduit plus à l'irrecevabilité de la demande d'avis, il n'en reste pas moins qu'en principe la section de législation ne devrait être consultée qu'à l'issue des différentes étapes de la préparation administrative du projet concerné et après que l'organe compétent pour l'établissement du projet a eu la possibilité de l'adapter éventuellement à la lumière des éléments recueillis lors de l'accomplissement des formalités. Ceci permettrait d'éviter que la section de législation donne son avis sur un projet de texte non définitif et de garantir que l'avis soit donné sur la base d'une information complète concernant tous les éléments pertinents en cause <sup>4</sup>.

S'agissant des deux projets d'arrêté à l'examen, leur auteur veillera au bon accomplissement de la formalité consistant à demander l'avis de l'Autorité de protection des données.

<sup>3</sup> Voir l'avis n° 68.354/4 donné le 1<sup>er</sup> décembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'concernant l'organisation par procédure numérique de la promotion par accession au niveau supérieur pour les agents des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale', lequel a observé que « Le recours à l'organisation d'épreuves sous format numérique est dès lors susceptible de constituer un traitement de données à caractère personnel ». Cette observation est transposable, *mutatis mutandis*, aux procédures de sélection et d'évaluation des mandataires visées par les projets à l'examen. Cet avis est cité dans l'avis n° 68.842/4 donné le 16 février 2021 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'concernant l'organisation par procédure numérique de la promotion par accession au niveau supérieur pour les agents des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale', soit le projet qui a fait l'objet de l'avis n° 68.354/4 tel que modifié suite à l'avis donné par l'Autorité de protection des données.

<sup>4</sup> Voir l'avis n° 58.065/3/1/V donné le 9 septembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 octobre 2015 'modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58065.pdf> lequel cite l'avis n°s 41.417/AG à 41.420/AG donné le 6 octobre 2006 sur des avant-projets devenus la loi du 10 mai 2007 'modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' et la loi du 10 mai 2007 'adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie', *Doc. parl.*, Chambre, n° 51-2720/001, p. 126, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41417.pdf>.

Par ailleurs, si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications des textes soumis la section de législation indépendantes de celles apportées en vue de donner suite au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

L'ABAE est une société anonyme de droit public à finalité sociale, dotée de la personnalité juridique, créée en vertu de l'ordonnance du 18 mai 2017 'portant création de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise'.

Conformément à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', l'ensemble des règles relatives à la création, à la composition, à la compétence, au fonctionnement et également au contrôle de l'Agence sont inscrites dans l'ordonnance.

Dès lors que l'ABAE constitue une société soumise au Code des sociétés, dans la mesure figurant à l'article 4 de l'ordonnance du 18 mai 2017, le statut du personnel de l'ABAE est, aux articles 14, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 19, § 1<sup>er</sup>, de la même ordonnance, déterminé comme suit :

- En ce qui concerne l'article 14

« § 1<sup>er</sup>. La gestion journalière de l'Agence est déléguée à un directeur général et à un directeur général adjoint, appartenant respectivement à un rôle linguistique différent, désignés par le Gouvernement.

§ 2. Le conseil d'administration détermine leur statut administratif et pécuniaire et précise les compétences qui leur sont déléguées » ;

- En ce qui concerne l'article 19, § 1<sup>er</sup>

« Le conseil d'administration de l'Agence fixe le plan de personnel et le statut administratif et pécuniaire du personnel. Dans le respect des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le conseil d'administration de l'Agence est habilité à régler la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ».

Il y a lieu d'observer que l'ordonnance ne confère ainsi aucune habilitation au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour déterminer le statut du personnel de l'ABAE.

Sur la base des habilitations conférées par les articles 14, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 19, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 18 mai 2017, le conseil d'administration de l'ABAE a adopté le règlement du 21 décembre 2017 « portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise ».

Ce règlement contient, s'agissant de la sélection et de l'évaluation des mandataires de l'ABAE :

– L'article 427, § 1<sup>er</sup>, qui dispose que

« [L]e Gouvernement établit, préalablement à l'appel à candidats, sur la proposition du ministre fonctionnellement compétent, le règlement d'ordre intérieur de la commission de sélection » ;

– l'article 441, alinéa 7, qui prévoit que

« [L]e Gouvernement établit, sur la proposition du ministre fonctionnellement compétent, le règlement d'ordre intérieur des commissions d'évaluation ».

Il s'ensuit que l'exécutif bruxellois se voit habilité par le conseil d'administration d'une société anonyme de droit public à fixer le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection et d'évaluation des mandataires de cette société. Ce faisant, les projets examinés se placent en contrariété avec les articles 14 et 19 de l'ordonnance du 18 mai 2017, dès lors que le législateur bruxellois n'a pas fait le choix d'habiliter le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à cet effet.

Par ailleurs, compte tenu des principes qui régissent les attributions du pouvoir exécutif et sa responsabilité politique devant le Parlement<sup>5</sup>, il ne se conçoit pas que le Gouvernement régional bruxellois se voie attribuer une compétence réglementaire par une société anonyme de droit public, telle, en l'occurrence, celle d'établir le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection et d'évaluation des mandataires de l'ABAE.

Partant, dans les deux projets examinés, seront, selon le cas, modifiés ou omis :

– dans le projet d'arrêté n° 68.986, les articles 1<sup>er</sup>, 4°, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>ème</sup> tiret, 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup> tiret et alinéa 2, 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 8, 4<sup>ème</sup> tiret, 9, alinéa 4, 10, alinéa 4 et 15, ainsi que le préambule ;

– dans le projet d'arrêté n° 68.987, les articles 1<sup>er</sup>, 4°, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, 5, alinéa 2, 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 10, alinéa 1<sup>er</sup> et 11, alinéa 3, ainsi que le préambule.

\*

<sup>5</sup> Article 70 de la loi spéciale du 8 août 1980, rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 1989.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAGEN

De om advies voorgelegde ontwerpen zijn grotendeels gelijklopend met:

– enerzijds het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, waarover de afdeling Wetgeving op 28 september 2020 advies 67.884/4 gegeven heeft;

– anderzijds het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, waarover de afdeling Wetgeving op 28 september 2020 advies 67.909/4 gegeven heeft.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies gegeven heeft, heeft ze, wat de onderzochte bepalingen betreft, haar bevoegdheid ten volle uitgeoefend, zodat het haar niet toekomt om zich daarover opnieuw uit te spreken, ongeacht of die bepalingen ongewijzigd gebleven zijn dan wel herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn. In dat laatste geval spreekt de afdeling Wetgeving zich niet uit over de vraag of die opmerkingen al dan niet correct gevolgd zijn.

Het verschil ten opzichte van de eerdere ontwerpen, die respectievelijk het voorwerp uitgemaakt hebben van de adviesaanvragen 67.884/4 en 67.909/4, bestaat er hoofdzakelijk in dat:

– in het ontwerpbesluit dat het voorwerp uitmaakt van adviesaanvraag 68.986/4, niet langer bepaald wordt dat, in geval van procedures betreffende de selectie georganiseerd via digitale processen, “[a]lle soorten van opnames (foto, video, geluid) gedurende de procedure (...) verboden [zijn,] tenzij voor opleidingsdoeleinden”;

– in het ontwerpbesluit dat het voorwerp uitmaakt van adviesaanvraag 68.987/4, voorzien wordt in de mogelijkheid om de evaluatieprocedure van mandaathouders op digitale wijze te organiseren;

– de ontworpen huishoudelijke reglementen respectievelijk toepasselijk gemaakt worden op de selectiecommissies en de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven (hierna: het “BAOB”).

Dit advies heeft dus uitsluitend betrekking op de bepalingen die nieuw zijn ten opzichte van de ontwerpen waarover de adviezen 67.884/4 en 67.909/4 gegeven zijn.

### VOORAFGAAND VORMVEREISTE

In advies 67.909/4 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

“In verband met de digitaal georganiseerde selectieprocedures bepaalt artikel 11, tweede lid, het volgende:

‘Alle soorten van opnames (foto, video, geluid) gedurende de procedure is verboden tenzij voor opleidingsdoeleinden.<sup>1</sup> In dat geval zullen alle betrokkenen hierover vooraf geïnformeerd worden.’

Een opname voor opleidingsdoeleinden houdt mogelijk een verwerking van persoonsgegevens in.

Naar aanleiding van een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

‘Il sera veillé au respect des dispositions du RGPD: l’administration recueillera au préalable le consentement des participants et ils seront également informés sur le délai de sauvegarde de l’enregistrement réalisé.’

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: ‘de AVG’), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.<sup>2</sup>

Vanwege de verwerking van persoonsgegevens die het in het vooruitzicht stelt, dient dit ontwerpbesluit bijgevolg om advies te worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Vervolgens moet de aanhef van het ontwerp op dat punt worden aangevuld.

<sup>1</sup> Voetnoot 2 van het geciteerde advies: De gemachtigde van de minister heeft de volgende precisering gegeven: “Par la mention ‘fins de formation’, l’administration entend la formation de nouveaux collaborateurs, à savoir, les personnes désignées en qualité de secrétaires de la commission de sélection.”

<sup>2</sup> Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 67.028/2, op 18 maart 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 26 maart 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67028.pdf>.

Als de tekst die aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, ten gevolge van de vervulling van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.”

Hoewel in het ontwerp dat het voorwerp uitmaakt van adviesaanvraag 68.986/4 niet langer vermeld wordt dat er opnames voor opleidingsdoeleinden zullen plaatsvinden, wordt daarin gewag gemaakt van de mogelijkheid om, zoals voortaan bepaald wordt voor de evaluatieprocedures in het ontwerp dat het voorwerp uitmaakt van adviesaanvraag 68.987/4, via digitale processen selectieprocedures te organiseren voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten, van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het BAOB.

Gebruikmaken van dergelijke processen kan een verwerking van persoonsgegevens inhouden.<sup>3</sup>

Bijgevolg dienen deze beide ontwerpen om advies aan de Gegevensbeschermingsautoriteit voorgelegd te worden. Dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“L’avis de l’Autorité de protection des données n’a pas encore été sollicité. Nous la saisissons dès réception de votre avis.”

In dat verband dient eraan herinnerd te worden dat het feit dat de vormvereisten niet vervuld zijn weliswaar niet meer leidt tot de niet-ontvankelijkheid van de adviesaanvraag, maar dat het beginsel blijft dat de afdeling Wetgeving pas om advies zou mogen worden gevraagd nadat het betrokken voorontwerp alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding heeft doorlopen en het tot vaststellen van het ontwerp bevoegde orgaan de mogelijkheid heeft gehad om het ontwerp eventueel aan te passen in het licht van de vervulde vormvereisten. Daarmee zou vermeden worden dat de afdeling Wetgeving advies zou uitbrengen over een niet-definitieve ontwerptekst en zou gewaarborgd worden dat het advies kan worden uitgebracht met volledige kennis van alle ter zake relevante elementen.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Zie advies 68.354/4, dat op 1 december 2020 verstrekt is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de organisatie via digitale procedure van de bevordering door overgang naar een hoger niveau voor de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, waarin de volgende opmerking gemaakt is: “Het organiseren van proeven die digitaal worden afgenomen, kan derhalve een verwerking van persoonsgegevens inhouden”. Die opmerking kan, *mutatis mutandis*, ook gemaakt worden over de in de voorliggende ontwerpen beoogde selectie- en evaluatieprocedures voor mandaathouders. Uit dat advies wordt geciteerd in advies 68.842/4, dat op 16 februari 2021 gegeven is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de organisatie via digitale procedure van de bevordering door overgang naar een hoger niveau voor de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, te weten het ontwerp dat het voorwerp uitgemaakt heeft van advies 68.354/4 zoals dat naar aanleiding van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit gewijzigd is.

<sup>4</sup> Zie advies 58.065/3/1/V, dat op 9 september 2015 verstrekt is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 oktober 2015 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58065.pdf>, waarin verwezen wordt naar advies 41.417/AV tot 41.420/AV, dat op 6 oktober 2006 verstrekt is over voorontwerpen die geleid hebben tot de wet van 10 mei 2007

Wat beide voorliggende ontwerpbesluiten betreft, moet de steller ervan erop toezien dat het vormvereiste van het inwinnen van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit naar behoren vervuld wordt.

Mocht het vervullen van dat vormvereiste ertoe leiden dat in de teksten die aan de afdeling Wetgeving voorgelegd zijn nog wijzigingen aangebracht worden die losstaan van die welke aangebracht zijn om aan dit advies gevolg te geven, dan zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen bovendien opnieuw aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

### ALGEMENE OPMERKING

Het BAOB is een naamloze vennootschap van publiek recht met een sociaal oogmerk die rechtspersoonlijkheid bezit en opgericht is krachtens de ordonnantie van 18 mei 2017 'houdende de oprichting van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven'.

Overeenkomstig artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', dat op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk verklaard is krachtens artikel 4, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', zijn alle regels betreffende de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van, alsook betreffende het toezicht op het Agentschap opgenomen in de ordonnantie.

Aangezien het BAOB een vennootschap is die, in de mate bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 18 mei 2017, aan het Wetboek van vennootschappen onderworpen is, wordt het statuut van het personeel het BAOB, in de artikelen 14, §§ 1 en 2, en 19, § 1, van dezelfde ordonnantie, vastgesteld als volgt:

- wat betreft artikel 14

“§ 1. Het dagelijks bestuur van het Agentschap wordt gedelegeerd aan de algemeen directeur en de adjunct-algemeen directeur, aangeduid door de Regering, die respectievelijk tot een verschillende taalrol behoren.

§ 2. De raad van bestuur bepaalt hun administratief statuut en de bezoldigingsregeling en verduidelijkt de bevoegdheden die hen worden gedelegeerd”;

- wat betreft artikel 19, § 1

“De raad van bestuur van het Agentschap stelt het personeelsplan en het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel vast. Mits

---

‘tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ en de wet van 10 mei 2007 ‘tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, *Parl.St.* Kamer, nr. 51-2720/001, 126, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/41417.pdf>.

inachtneming van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, is de raad van bestuur van het Agentschap gemachtigd om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden te regelen”.

Er dient opgemerkt te worden dat bij de ordonnantie aldus aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geen machtiging verleend wordt om het statuut van het personeel van het BAOB vast te stellen.

Op basis van de machtigingen die bij de artikelen 14, §§1 en 2, en 19, §1, van de ordonnantie van 18 mei 2017 verleend zijn, heeft de raad van bestuur van het BAOB op 21 december 2017 het reglement “houdende het administratief statuut en bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven” vastgesteld.

In verband met de selectie en de evaluatie van de mandaathouders van het BAOB bevat dat reglement de volgende bepalingen:

– Artikel 427, § 1, welke bepaling als volgt luidt:

“Voorafgaandelijk aan de oproep tot kandidatuurstelling, legt de Regering, op voorstel van de functioneel bevoegde minister, het reglement van inwendige orde van de selectiecommissies vast”;

– artikel 441, zevende lid, welke bepaling als volgt luidt:

“De Regering stelt, op voorstel van de functioneel bevoegde minister, het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissies op”.

Daaruit volgt dat de Brusselse regering door de raad van bestuur van een naamloze vennootschap van publiek recht gemachtigd wordt het huishoudelijk reglement vast te stellen van de selectiecommissies en de evaluatiecommissie voor mandaathouders van die vennootschap. Daardoor druisen de voorliggende ontwerpen in tegen de artikelen 14 en 19 van de ordonnantie van 18 mei 2017, aangezien de Brusselse ordonnantiegever er niet voor gekozen heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering daartoe te machtigen.

Rekening houdend met de beginselen die de bevoegdheden en de politieke verantwoordelijkheid van de uitvoerende macht ten aanzien van het Parlement regelen,<sup>5</sup> is het bovendien ondenkbaar dat door een naamloze vennootschap van publiek recht aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een reglementaire bevoegdheid verleend zou worden zoals, *in casu*, die voor het opstellen van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies en de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van het BAOB.

<sup>5</sup> Artikel 70 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk verklaard is bij artikel 36, § 1, eerste lid, van de wet van 12 januari 1989.

Bijgevolg moeten in beide voorliggende ontwerpen, naargelang van het geval, de volgende bepalingen gewijzigd of weggelaten worden:

– in ontwerpbesluit 68.986 de artikelen 1, 4°, 2, eerste lid, 3, eerste lid, vierde streepje, 4, eerste lid, derde streepje en tweede lid, 6, eerste lid, 8, vierde streepje, 9, vierde lid, 10, vierde lid, en 15, alsook de aanhef;

– in ontwerpbesluit 68.987, de artikelen 1, 4°, 2, eerste lid, 3, 5, tweede lid, 9, eerste lid, 10, eerste lid, en 11, derde lid, alsook de aanhef.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET